

APERÇU

- **Conférence d'EZA et de la PYW à Sofia**
La génération du millénaire sur le lieu de travail



Qui sont les « millenials » ? Quel rapport entretiennent-ils avec le monde du travail ? Comment les organisations de travailleurs peuvent-elles les toucher ? Cette thématique a été examinée par les participant(e)s, en théorie et en pratique

Page 2

- **Balkans occidentaux**
Perspectives d'une adhésion à l'UE

Veselin Mitov, Secrétaire international de la PODKREPA, la confédération bulgare des syndicats, analyse la stratégie de l'UE dans les Balkans occidentaux, souligne le rôle de la Bulgarie dans cette approche et présente les mesures que les organisations de travailleurs pourraient prendre afin de participer au processus d'adhésion

Page 3

- **Et maintenant ?**
Budget de l'UE pour 2021-2027

Présentation des coupes budgétaires d'un côté, du financement supplémentaire des nouvelles priorités, du nouveau « Fonds social européen + » regroupant plusieurs instruments, et des défis que représente le cadre financier pluriannuel pour les organisations de travailleurs

Page 4

EDITORIAL



Chers lecteurs, chers amis de l'EZA,

Le 11 novembre marquera le 100ème anniversaire de l'armistice de Compiègne/Rethondes, signé entre le Reich allemand, la France et la Grande-Bretagne, qui a entraîné la fin des combats de la Première guerre mondiale. La paix n'a pas duré. La Seconde guerre mondiale, une deuxième apocalypse, a été « nécessaire » pour que les peuples européens commencent à créer la Communauté européenne, conférant ainsi un ordre stable à leur continent sur la base de la réconciliation, de l'état de droit, de la démocratie et de la coopération économique. L'intégration européenne

a eu un énorme impact sur les pays voisins, mais également sur ceux du monde entier. Que lui réserve l'avenir ? En mai 2019, nous élirons un nouveau Parlement européen. Les pronostics de vote sont saisissants, voire bouleversants : forte progression des partis anti-européens et populistes, qui se réfèrent notamment à un héritage chrétien avant de le fouler au pied, tout en refusant d'assumer leurs responsabilités vis-à-vis de l'histoire européenne. Pouvons-nous encore nous accorder sur une définition de la démocratie ? Les procédures lancées contre les États membres de l'UE en vertu de l'article 7 sont désormais une réalité. Dans certains pays, les citoyen(ne)s descendent dans la rue pour protester contre le populisme, les atteintes de leur gouvernement à l'indépendance de la justice et des médias ou la corruption ; c'est un signe encourageant d'une démocratie vivante. La démocratie se nourrit de liberté et d'égalité : d'égalité des droits. One man, one vote. Elle dépend également de l'égalité sociale. Dans ce domaine, l'UE conserve pour l'instant une dette envers elle-même.
Sigrid Schraml, Secrétaire générale

L'EZA est à nouveau partenaire de la campagne de l'EU-OSHA

Lieux de travail sains – maîtriser l'usage des substances dangereuses », tel est le nom de la campagne 2018-2019 de l'agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA), basée à Bilbao. Cette campagne vise avant tout à sensibiliser le public à l'importance de la prévention, car un grand nombre de travailleurs/travailleuses de l'Union européenne sont toujours exposé(e)s à des substances dangereuses sur leur lieu de travail. Après avoir participé avec son réseau à la campagne précédente, « Être bien sur les lieux de travail quel que soit l'âge », l'EZA est le partenaire officiel de la nouvelle campagne de l'EU-OSHA depuis avril 2018. Durant les années académiques

2018 et 2019, des centres membres d'EZA, établis au sein de différentes régions d'Europe, organiseront une dizaine de séminaires lors desquels ils aborderont la sécurité et la protection de la santé sur le lieu de travail dans différents secteurs (agriculture, industrie de l'acier, construction, service public etc.), et le rôle des partenaires sociaux et du dialogue social lors de la prévention des risques ; ils mettront également en avant les objectifs de la campagne. L'EZA tient à remercier l'EU-OSHA à Bilbao ainsi que ses points focaux nationaux pour le soutien apporté au contenu de ses séminaires, dont le thème est crucial pour les travailleurs/travailleuses de l'Europe entière.

Matthias Homey ■

La génération du millénaire au travail

Les 24 et 25 septembre 2018, 53 représentants de jeunes travailleurs de 19 pays différents ont participé à la Conférence Jeunes de la Plateforme d'EZA pour les jeunes travailleurs (PYW – Platform for Young Workers), organisée en collaboration avec la Confédération des travailleurs, Podkrepa, à Sofia (Bulgarie).

l'environnement culturel du lieu de travail et offrir des outils valables d'auto-évaluation. Au cours de la discussion, l'idée a été suggérée que des raisons financières peuvent expliquer ce changement affiché par cette génération.

Lors d'un « world café », les participants ont rassemblé les expériences, les bonnes

Les résultats du « world café » ont été confirmés par un Projet de recherche européen sur l'intégration responsabilisante des jeunes travailleurs dans les secteurs de la métallurgie, de l'industrie manufacturière, des transports ainsi que dans le secteur de l'alimentation, des services, du bois et du bâtiment. Ida Ricci (Filca-Cisl), qui présentait la recherche, confirmait que toute stratégie d'engagement des jeunes devait donner la priorité : 1) à l'organisation et au recrutement, 2) à la communication et 3) à la représentation des jeunes. La représentation des jeunes signifie mettre à leur disposition une personne de référence, permettant aux jeunes militants syndicaux de valoriser leur visibilité au niveau le plus élevé pour promouvoir leurs activités, permettant donc leur participation à la prise de décision et à la prise de responsabilités. Denis Strieder, Secrétaire Jeunes à la FCG (Fraction des syndicats chrétiens au sein de la confédération syndicale autrichienne) est, par exemple, une personne de référence qui a réfléchi avec Diomides Diomidous (DEOK, membre de la direction d'EZA) à la représentation des jeunes. Denis a confirmé que son organisation devrait recruter 3 000 nouveaux membres tous les ans pour maintenir le niveau actuel de membres. Diomides a, de son côté, confirmé qu'à Chypre, une stratégie à long terme de renouvellement des membres fait toujours défaut.

À la fin de la deuxième journée, les participants ont été invités à mettre en pratique ce qu'ils avaient appris et à développer une campagne. En moins d'une heure, une vidéo était produite, un récit à publier sur Instagram était créé et une idée de mobilisation-éclair (flashmob) était mise au point. D'autres idées, telles que des sketches et des recueils de récits de jeunes racontant les raisons de leur syndicalisation ont été également chaleureusement accueillies par les participants. La Plateforme Jeunes a fait la démonstration d'un grand puits d'idées, d'enthousiasme et de créativité pour contribuer au réseau d'EZA. La question des jeunes travailleurs sur le marché du travail figurera également parmi les thèmes abordés lors du séminaire de lancement d'EZA en novembre, à Bucarest. Il sera organisé en coopération avec Eurofedop et la Plateforme jeunes travailleurs.

Esmeralda Van den Bosch ■



Participant(e)s de la conférence des jeunes, qui s'est tenue en septembre 2018 à Sofia, en Bulgarie

En avant-goût, les participants ont été confrontés à un volet de recherche sur la génération du millénaire ou génération Y, ou encore les enfants du numérique nées entre 1982 et 2000. Selon la recherche, cette génération se caractérise par son individualisme, son narcissisme, une moindre discipline que ses parents et elle déteste les hiérarchies. Elle est cependant aussi tolérante et concernée par l'intérêt général, elle soutient les causes sociales et est militante. Cette génération a besoin de lieux de travail pour s'adapter. Elle recherche l'équilibre entre le travail et la vie privée, elle veut créer son propre profil d'emploi, elle souhaite avoir un feedback immédiat et elle s'ennuie rapidement. Les directions RH déclarent que comprendre, motiver et diriger les salariés de cette génération Y est chose peu aisée pour de nombreux dirigeants de la génération X. C'est une génération perçue comme saute-moutons dans l'emploi mais avec le désir de stabilité. Ce sautillerment dans l'emploi pourrait donc s'expliquer par le fait que les lieux de travail ne répondent pas aux attentes de ces jeunes. Andreea Mitan, de l'université de Bucarest, conclut que les organisations doivent comprendre qu'elles doivent investir plus dans l'accueil et la gestion journalière de cette génération. Les organisations doivent investir dans la mise en adéquation du profil de la personne avec

pratiques et les leçons apprises sur les modalités que sont invités à suivre les représentants des travailleurs pour établir le lien avec cette génération. Le premier conseil est d'être présents sur les médias sociaux, d'y afficher des actions intéressantes, attractives et interagir avec les jeunes. Par ailleurs, les représentants des travailleurs doivent se rendre là où se trouvent ces jeunes lorsqu'ils ne sont pas en ligne : dans des conseils locaux et nationaux de la jeunesse, les engager très amont, dès l'école et l'université. Par exemple, au Danemark, l'âge minimum pour se syndiquer est 13 ans. Certaines organisations offrent des réductions sur les cotisations des jeunes ou des avantages supplémentaires. Un troisième conseil est de créer un sentiment de groupe, d'appartenance à un groupe. Les compétitions sportives, les actions de rue, une école syndicale d'été etc. sont autant de bonnes voies. Enfin et c'est un élément tout aussi important, la Conférence a reconnu que les syndicats devaient impliquer les jeunes, investir et diversifier leurs efforts vis-à-vis de différents groupes de jeunes. Il est important que les organisations de travailleurs améliorent leur image « vieille école » et éduquent les jeunes aux valeurs syndicales et au militantisme syndical.

L'année des Balkans occidentaux

Pas d'Europe forte sans une réussite des Balkans

Le 6 février 2018, lors de la présentation de sa nouvelle stratégie, la Commission européenne prend une très bonne initiative en annonçant des plans ambitieux vecteurs d'un nouvel élargissement, dans le cadre duquel elle nourrit l'espoir d'accueillir des pays des Balkans occidentaux au sein de l'UE au cours des sept prochaines années. La stratégie est un tournant pour l'avenir de l'Europe mais aussi une chance historique et unique pour les Balkans occidentaux. L'horizon proposé de 2025 doit les motiver à façonner leur devenir en réalisant les réformes nécessaires et en résolvant leurs conflits. Par la promesse d'un financement significatif de son développement, l'Union européenne ambitionne d'émanciper la région de son statut de poudrière de l'Europe. La stratégie choisit le Monténégro et la Serbie en tant que précurseurs et prévoit six initiatives phares du processus d'élargissement : renforcer l'état de droit, traiter des questions de sûreté et de migration, s'atteler au développement socioéconomique, assurer la connectivité des transports et des réseaux énergétiques, définir un agenda numérique et éliminer les frais d'itinérance ainsi que promouvoir des relations de bon voisinage. La stratégie entend se décliner en une feuille de route et étendre le soutien de l'UE à la région dans un large éventail de domaines – de l'envoi de conseils d'Europol à la concrétisation de nouveaux investissements et engagements dans des domaines qui vont de startups à des infrastructures de transport. Enfin, il en va de l'intérêt fondamental – inspiré des valeurs - stratégique, économique et géopolitique de l'UE d'amorcer la participation des Balkans. Bruxelles ne se prononce pourtant pas dans sa stratégie sur les modalités de solution des conflits internes et d'une telle valorisation de la coopération.

La Bulgarie a pris l'initiative de préciser les tâches dans le cadre de la stratégie en définissant les étapes du parcours vers l'UE. Sous la présidence bulgare du Conseil de l'UE, la Bulgarie s'est proposée de refaire figurer les Balkans occidentaux parmi les priorités de l'agenda de l'UE et a largement réussi son pari. L'événement le plus important a eu lieu le 17 mai 2018, lors du Sommet de Sofia, qui a été le témoin de la proclamation et réaffirma-

tion par les dirigeants des États membres et dirigeants des Balkans occidentaux de leur soutien sans équivoque à l'option stratégique de la région pour la perspective européenne. Rejoindre l'UE est bien plus qu'un simple processus technique, il s'agit d'un choix générationnel, qui s'enracine dans des valeurs fondamentales, auxquelles chaque pays doit adhérer activement alors que font toujours défaut des solutions aux problèmes tels que l'état de droit, les droits de l'homme fondamentaux, la stabilité macroéconomique, la législation sociale, un processus décisionnel transparent et démocratique, des structures et pratiques de dialogue et de partenariat. Les organisations de travailleurs, en tant qu'élément actif de la société civile, devraient faire entendre leur voix en vue de valoriser la capacité institutionnelle et l'expertise des acteurs de la société civile, appelés à s'engager dans des réformes et un processus d'intégration au sein de la région !

Les syndicats devraient proposer des solutions contraignantes pour développer des réformes clés, dont la consécration de l'état de droit et des droits fondamentaux, le traitement de la corruption et du crime organisé, l'amélioration du fonctionnement des institutions démocratiques, de l'administration publique et de l'économie, et l'encouragement de relations de bon voisinage. C'est en ce sens que le dialogue social, le partenariat social devraient soutenir le processus d'intégration pour tirer le meilleur parti de ce moment favorable !

L'intégration de l'UE n'est pas chose aisée. La réussite de tout processus d'adhésion est l'aboutissement d'une mise en œuvre exigeante de politiques fortes et bien ciblées qui peuvent être couronnées de succès si elles se fondent sur la confiance entre les différents groupes sociaux et si elles peuvent compter sur l'engagement d'acteurs compétents de la société civile. Dans ce contexte, PODKREPA, grâce à ses fondations et ses origines, a constitué un tremplin pour l'intégration bulgare dans l'UE et appuiera ses organisations sœurs dans les Balkans occidentaux ! Je voudrais citer Nelson Mandela qui disait : « Cela semble toujours impossible jusqu'à ce qu'on le fasse ! » Actuellement, les syndicats de la



Veselin MITOV,

né à Sofia en 1959, marié, père d'un garçon et d'une fille, a un master en linguistique obtenu en 1985 et un en économie obtenu en 1989. Il rejoint en 1994 la Confédération syndicale PODKREPA, il en est nommé Directeur de la politique internationale en 1997 et, en 2003, il est élu Secrétaire international, un poste qu'il continue d'occuper après trois congrès consécutifs. Membre du Comité économique et social européen (CESE) depuis 2007, il est également Président de la Commission de la politique sociale du Conseil économique et social bulgare depuis 2008 et occupe actuellement la fonction de Vice-président d'EZA, responsable de la région des Balkans.

région des Balkans peuvent démultiplier cet élan positif pour construire, protéger les intérêts des travailleurs et être les vecteurs de changements sociaux, non pour raccourcir le tunnel à emprunter pour atteindre l'UE mais pour garantir que la lumière au sortir du tunnel soit plus lumineuse ! Cette invitation devrait s'articuler de manière européenne, avec toute la sagesse, la solidarité, la coopération et le pragmatisme qui nous ont soudés au sein des organisations syndicales !

Veselin Mitov ■

Le budget de l'UE 2021-2027 : et après ?

A 50 jours des prochains mois, le Cadre financier pluriannuel (CFP) sera l'objet d'intenses négociations entre la Commission, le Conseil et le Parlement européen. En mai dernier, la Commission a dit espérer parvenir à un accord avant les prochaines élections européennes, en mai 2019. Néanmoins, les évolutions observées récemment en Europe, telles que la nomination de nouveaux gouvernements en Italie et en Espagne, éloignent la possibilité d'un tel accord.

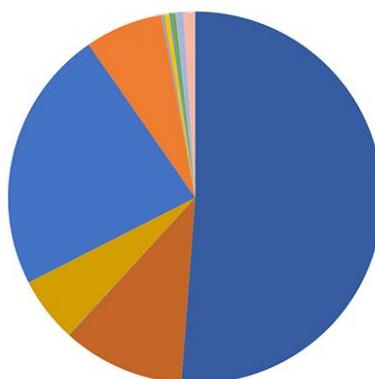
Coupures budgétaires dans des postes importants : dégager de l'argent frais pour de nouvelles priorités

Les dépenses les plus significatives dans le budget actuel de l'UE sont affectées à la politique agricole et au fonds de cohésion. Ce sont les grandes cibles des propositions de réductions. Une diminution de 7% du Fonds de cohésion et de 5% du financement de la Politique agricole commune est à l'étude. Les investissements dans la politique étrangère, la politique migratoire et la sûreté ainsi que la recherche et l'innovation figurent parmi les nouvelles priorités. Fait intéressant, le Conseil propose de diminuer les budgets des programmes de recherche dans le projet de budget 2019, laissant entendre que le Conseil et la Commission ne partagent pas les mêmes priorités.

Quelles propositions budgétaires pour l'Europe sociale ?

Avant tout, les structures des dépenses sociales ont été modifiées. Plusieurs fonds sociaux sont regroupés dans un grand fonds fédérateur « Fonds social européen + » qui se décline en trois axes : le FSE, le Programme pour l'emploi et l'innovation sociale et l'axe de la santé. L'importance du budget demeure inchangée en regard du dernier CFP. La proposition comprend le doublement du budget Erasmus (pour l'élever à 30 milliards EUR, prix de référence de 2018). L'intention est de tripler son nombre de participants, d'accroître l'inclusivité du programme et de dynamiser la participation des jeunes moins favorisés. Le Corps européen de solidarité, successeur de feu le Service volontaire européen (SVE), sera un programme séparé, indépendant. Enfin, le financement du nouvel « InvestEU » (ancien plan Juncker) consacré « aux investissements sociaux et compétences » se concentrera sur les entreprises sociales, les microentreprises et les

Marché unique, innovation et numérisation, y inclus la cohésion et les valeurs



¹ Programmes dans le cadre du programme « investissement dans le capital humain, la cohésion sociale et les valeurs »

investissements dans les infrastructures sociales.

Propositions de connecter le CFP, le Semestre européen et l'état de droit

Par ailleurs, la Commission propose de nouveaux instruments pour établir la connexion entre les fonds de l'UE, le Semestre européen et l'État de droit. Un programme de soutien de la réforme offrira des incitants financiers et une aide technique à des réformes clés dévoilées au fil du Semestre européen. Il sera impératif pour les organisations de travailleurs d'assurer que non seulement les propositions de réformes économiques soient prioritaires mais que les États membres soient vivement encouragés à entreprendre des réformes dans les domaines de l'éducation, de la formation et des politiques du marché du travail. Enfin, un nouveau mécanisme est proposé pour consolider la connexion entre l'affectation de l'argent européen et l'état de droit ainsi que l'indépendance du pouvoir judiciaire dans l'État membre bénéficiaire de fonds de l'UE. La Commission pourrait donc ainsi proposer de diminuer les financements de l'UE à un État membre qui violerait l'état de droit. La procédure serait la suivante : la proposition serait adoptée par le Conseil sauf si une majorité qualifiée devait s'y opposer.

Balkans occidentaux

Même si la nouvelle stratégie d'élargissement de l'UE vers les Balkans occidentaux envisage la possibilité pour la Serbie et le Monténégro d'adhérer à l'UE au plus tôt en 2025, la proposition du CFP ne prévoit pas de budget pour les nouveaux membres. Un mécanisme est bien établi dans les traités de l'UE pour réviser le

budget si un nouvel État membre adhère à l'Union. Par ailleurs, l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP III) dans le CFP connaît une augmentation substantielle, passant de 12,8 milliards à 14,5 milliards EUR. Il sera piloté plus en fonction de priorités que d'enveloppes nationales. Cela permettra de récompenser la performance et les avancées accomplies vers la réalisation de priorités clés et d'accroître la flexibilité pour répondre aux besoins des pays candidats.

Esmeralda Van den Bosch ■

MENTIONS LÉGALES

Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2

D-53639 Königswinter

Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0

Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22

Courriel : eza@eza.org

www.eza.org

Rédaction

Sigrud Schraml (responsable), Matthias Homey, Norbert Klein, Victoria Znined, Esmeralda Van den Bosch

Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen

Courriel : helladesign@web.de

Photos

EZA

Mode de parution

Quatre éditions par an



Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.